



Comité d'Appel chargé des Affaires Courantes
SAISON 2018/2019

PROCES-VERBAL N° 8

Réunion du mercredi 16 janvier 2019

Président : M. Philippe COUCHOUX

Présents : MM. Frédéric CHEVIT - Rosan ROYAN – Daniel VOISIN

Secrétaire de séance : M. Olivier BIRON

Appel de PARIS ACASA FUTSAL, d'une décision de la Commission Régionale Futsal du 03 décembre 2018 ayant donné match perdu par pénalité à PARIS ACASA FUTSAL pour en attribuer le gain à B2M FUTSAL.

(Non-déroulement du match en raison de l'indisponibilité du gymnase des Fillettes)

Match n°20528682 : PARIS ACASA FUTSAL / B2M FUTSAL du 24/11/2018 (Futsal R2/A)

Le Comité,

Pris connaissance de l'appel pour le dire recevable en la forme,

Regrettant vivement l'absence non excusée de :

. M. le Représentant de B2M FUTSAL ;

Après audition de :

. M. Noam EL OUALI, dirigeant de PARIS ACASA FUTSAL ;

Considérant que le club de PARIS ACASA FUTSAL conteste la décision de la Commission de première instance en faisant notamment valoir que :

. La Mairie a commis une erreur dans l'attribution du créneau ; en effet, pensant qu'il s'agissait d'un match amical, elle a attribué le créneau à une autre association ;

. La saison dernière, et alors même que des changements de gymnase ont eu lieu pour certaines rencontres, le club n'a jamais eu à faire de démarches auprès de la Ligue pour que ces changements soient pris en compte ;

. S'il ne conteste pas le principe d'une sanction, le club souhaite que celle-ci ne soit pas sportive afin de ne pas pénaliser les jeunes joueurs composant l'équipe concernée ;

. Les deux clubs étaient d'accord pour se rendre au gymnase Bertrand DAUVIN, situé à quelques minutes du gymnase des Fillettes, afin d'y disputer la rencontre, mais l'arbitre a refusé ;

Considérant qu'il ressort du dossier d'engagements de PARIS ACASA FUTSAL que les rencontres à domicile de son équipe Futsal R2 sont programmées au gymnase des Fillettes à Paris ;

Considérant que conformément aux informations figurant sur ledit dossier, la rencontre en objet a été fixée au gymnase des Fillettes le samedi 24 novembre 2018 à 16h00 ;

Considérant qu'il ressort des pièces versées au dossier, et notamment du rapport de l'arbitre, que :

. La rencontre en rubrique n'a pas pu être jouée en raison de l'occupation du gymnase par une compétition de roller ;

. Les arbitres ont contrôlé les joueurs présents, ce qui leur a permis de constater que les deux équipes étaient bien présentes ;

Considérant qu'à ce stade, il convient de rappeler que conformément aux dispositions de l'article 236 des Règlements Généraux de la F.F.F., tout club dont le terrain est indisponible le jour du match peut être pénalisé de la perte du match ;

Considérant au surplus que par mail du 17 août 2018 adressé au Président de PARIS ACASA FUTSAL, la Ville de Paris a informé le club que :

. Les réservations de gymnase pour les rencontres de Championnat ont été effectuées pour les trois équipes Seniors masculines du club ;

. L'ensemble des matchs a été positionné sur le gymnase des Fillettes à l'exception de celui du 24 novembre 2018 de l'équipe 2 qui se jouera au gymnase Bertrand DAUVIN ;

Considérant que l'article 10.4 du Règlement Sportif Général de la Ligue dispose que : « *Si le terrain (ou la salle) du club recevant n'est pas disponible à une date inscrite au calendrier général (exception faite des dates de matches remis), **le club concerné doit en informer la Commission compétente** au moins 10 jours avant la date de la rencontre. Une attestation de l'autorité en charge de la gestion des installations devra être jointe. [...]* » ;

Considérant dès lors qu'il appartenait à PARIS ACASA FUTSAL d'informer la Ligue de l'indisponibilité du gymnase des Fillettes, et par suite de l'utilisation du gymnase Bertrand DAUVIN pour la rencontre en rubrique, ce qu'il n'a pas fait ;

Considérant que ce manquement de PARIS ACASA FUTSAL qui a conduit au non-déroulement de la rencontre, est constitutif d'une absence de mise en œuvre des moyens d'accueil de la rencontre ;

Considérant qu'à ce titre, et en application des dispositions de l'article 40.1 du Règlement Sportif Général de la Ligue, le club de PARIS ACASA FUTSAL encourt la perte du match par pénalité ;

Considérant que le requérant ne verse au dossier aucun élément permettant au présent Comité de ne pas faire application des dispositions de l'article 40.1 susvisé.

**Par ces motifs et après en avoir délibéré hors la présence de la personne auditionnée ;
Le Secrétaire de séance n'ayant pas pris part aux délibérations et à la décision ;**

Le Comité,

Jugeant en appel,

Confirme la décision.

**Appel de RUNGIS FUTSAL, d'une décision de la Commission Régionale Futsal du 17 décembre 2018 ayant donné match perdu par forfait à RUNGIS FUTSAL (1^{er} forfait) pour en attribuer le gain à VILLEJUIF CITY FUTSAL.
(Absence de l'équipe de RUNGIS FUTSAL)**

Match n°20528679 : RUNGIS FUTSAL / VILLEJUIF CITY FUTSAL du 14/12/2018 (Futsal R2/A)

Le Comité,

Pris connaissance de l'appel pour le dire recevable en la forme ;

Regrettant vivement l'absence non excusée de :

. M. le Représentant de RUNGIS FUTSAL ;

Après audition de :

. M. le Représentant de VILLEJUIF CITY FUTSAL ;

Considérant que le club de RUNGIS FUTSAL conteste la décision de la Commission de première instance en faisant valoir, dans son mail par lequel il a interjeté appel, que :

. Le club a été informé par la Mairie du fait que le gymnase ne lui était pas mis à disposition à la date de la rencontre en rubrique (le créneau du samedi étant partagé avec le club de basket) et que cette information serait communiquée à la Ligue afin que la rencontre soit reportée ;

. Cette communication dont le Président du club était en copie, a, par suite d'une erreur du service des sports, été effectuée auprès du District du VAL DE MARNE et pas de Ligue ;

Considérant que le club de VILLEJUIF CITY FUTSAL fait valoir que :

. A son arrivée au stade, le gardien du gymnase a mis à disposition de son équipe un vestiaire afin que les joueurs se changent, et ouvert la salle annexe pour qu'ils s'échauffent ;

. Le gymnase était bel et bien disponible ce samedi 14 décembre 2018 à 20h00 ;

Considérant qu'à ce stade, il convient de relever que :

. Le requérant déclare avoir été destinataire en copie d'un mail de la Mairie l'informant de l'indisponibilité du gymnase mais il n'en apporte pas la preuve ;

. Contacté par les services de la Ligue, le District du VAL DE MARNE n'a pas trouvé trace dudit mail, étant observé que de manière tout à fait surprenante, le requérant indique d'une part que la Mairie a adressé le mail audit District, et d'autre part que bien qu'étant en copie du mail, il ne peut voir qui en était le destinataire principal ;

Considérant qu'il ressort des pièces versées au dossier, et notamment du rapport de l'arbitre, que :

. La rencontre en rubrique était programmée le samedi 15 décembre 2018 à 20h00 dans la salle « Espace du Sport » à Rungis ;

. L'arbitre a constaté que :

* Le gymnase était bien disponible à 20h00, heure prévue pour le coup d'envoi de la rencontre en rubrique (le match de Basket la précédant s'étant terminé vers 19h30) ;

* Seuls les joueurs du club visiteur étaient présents dans le gymnase pour disputer la rencontre ;

Considérant que l'article 10.2 du Règlement Sportif Général de la Ligue dispose que : « *La situation officielle du déroulement d'une rencontre est celle affichée sur le site Internet de la Ligue le vendredi à 18H00 (pour une rencontre programmée le week-end ou le lundi)* » ;

Considérant que la rencontre en objet figurant toujours à l'agenda des deux clubs le vendredi 14 décembre 2018 à 18h00, les joueurs des deux équipes étaient tenus de se présenter sur le lieu de celle-ci ;

Considérant que conformément aux déclarations de l'arbitre désigné, seuls les joueurs du club visiteur étaient présents dans le gymnase ce samedi 15 décembre 2018 ;

Considérant que le Comité de céans ne dispose d'aucun élément lui permettant de ne pas faire application des dispositions de l'article 23.1 du Règlement Sportif Général de la Ligue (absence d'une équipe sur le lieu de la rencontre, à l'heure prévue pour son coup d'envoi), et que dès lors, il n'y a pas

lieu de revenir sur la décision de la Commission de première instance.

**Par ces motifs et après en avoir délibéré hors la présence de la personne auditionnée ;
Le Secrétaire de séance n'ayant pas pris part aux délibérations et à la décision ;**

Le Comité,

Jugeant en appel,

Confirme la décision.

Appel de l'AS GAZIERS DE PARIS, d'une décision de la Commission Régionale des Statuts et Règlements et du Contrôle des Mutations du 06 décembre 2018 lui ayant donné match perdu par pénalité pour en attribuer le gain à l'AS HOPITAL R. POINCARE.

(Réserves de l'AS HOPITAL R. POINCARE sur la participation et la qualification des joueurs Akram EZZEYADI et Ibrahima AIDARA de l'AS GAZIERS DE PARIS, titulaires d'une licence Mutation alors que leur club est en 4^{ème} année d'infraction vis-à-vis du Statut de l'Arbitrage)

Match n°20515869 : HOPITAL R. POINCARE / AS GAZIERS DE PARIS du 24/11/2018 (Football d'Entreprise du Samedi Après-midi R2/A – 1^{ère})

Le Comité,

Pris connaissance de l'appel pour le dire recevable en la forme ;

Regrettant l'absence non excusée de :

. M. Hervé LE GARGASSON, arbitre-assistant n°2 ;

Après audition de :

. MM. Maxime LE BRAS et Jérémy JOURDES, représentant l'AS GAZIERS DE PARIS ;

. M. Patrick LIGNEREUX, représentant l'AS HOPITAL R. POINCARE ;

. M. Hafid BEGUEDAR, arbitre officiel ;

Considérant que l'AS GAZIERS DE PARIS conteste la décision de la Commission de première instance en faisant notamment valoir que les joueurs objet des réserves de l'AS HOPITAL R. POINCARE ne sont pas entrés en jeu lors de la rencontre en rubrique (ils n'ont donc pas pratiqué lors de ladite rencontre), de sorte que le club n'est pas en infraction, la sanction liée à sa situation vis-à-vis du Statut de l'Arbitrage prévoyant que « le nombre de joueurs titulaires d'une licence Mutation autorisés à pratiquer est diminué du nombre total d'unités équivalent au nombre de mutations de base auquel le club avait droit » ;

Considérant les réserves régulièrement formulées et confirmées de l'AS HOPITAL R. POINCARE sur la participation et la qualification des joueurs Akram EZZEYADI et Ibrahima AIDARA de l'AS GAZIERS DE PARIS, titulaires d'une licence Mutation alors que leur club est en 4^{ème} année d'infraction vis-à-vis du Statut de l'Arbitrage ;

Considérant qu'il ressort des pièces versées au dossier, et notamment de la relation écrite et orale de l'arbitre que :

. A la suite des réserves formulées par l'AS HOPITAL R. POINCARE, l'AS GAZIERS DE PARIS a, après l'échauffement, demandé à modifier la composition de son équipe (le joueur n°12, M. Bassirou SOW, devenant

titulaire en lieu et place du joueur n°11, M. Akram EZZEYADI, le joueur n°13, M. Ibrahima AIDARA, restant quant à lui remplaçant), et fait savoir que les joueurs objet des réserves ne participeraient à la rencontre ;

. Ce n'est qu'après la rencontre que l'AS GAZIERS DE PARIS a demandé s'il était possible de rayer les joueurs Akram EZZEYADI et Ibrahima AIDARA de la feuille de match ;

Considérant que l'AS GAZIERS DE PARIS figure sur la liste, arrêtée au 15 juin 2018, des clubs en 4^{ème} année d'infraction et au-delà vis-à-vis du Statut de l'Arbitrage ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article 47.1.c) du Statut de l'Arbitrage, le nombre de joueurs titulaires d'une licence frappée du cachet « Mutation » autorisés à pratiquer dans l'équipe hiérarchiquement la plus élevée de l'AS GAZIERS DE PARIS est diminué, pour la saison 2018/2019, du nombre total d'unités équivalant au nombre de mutations auquel le club avait droit ;

Considérant que l'article 160 des Règlements Généraux de la F.F.F. (« Nombre de joueurs « Mutation » »), dont les dispositions sont reprises à l'article 7.5 du Règlement Sportif Général de la L.P.I.F.F., dispose que :

. En son alinéa 1 : « Dans toutes les compétitions officielles et pour toutes les catégories d'âge, le **nombre de joueurs titulaires d'une licence « Mutation » pouvant être inscrits sur la feuille de match** est limité à six dont deux maximum ayant changé de club hors période normale au sens de l'article 92.1 des présents règlements. [...] » ;

. En son alinéa 2 : « Le nombre de joueurs titulaires d'une licence « Mutation » pouvant être inscrits sur la feuille de match peut être diminué ou augmenté dans les conditions fixées par les articles 45 et 47 du Statut de l'Arbitrage et 164 des présents règlements. » ;

Considérant qu'il résulte des dispositions susvisées de l'article 160 que contrairement aux dires du requérant, c'est bien l'inscription sur la feuille de match d'un nombre de joueurs titulaires d'une licence « Mutation » supérieur à celui autorisé qui constitue une infraction aux Règlements et pas uniquement la participation ;

Considérant dès lors qu'en inscrivant sur la feuille de match de la rencontre en rubrique les joueurs Akram EZZEYADI et Ibrahima AIDARA, tous deux titulaires d'une licence « Mutation », l'AS GAZIERS DE PARIS est en infraction avec l'article 160 des Règlements Généraux de la F.F.F. ;

Considérant que conformément à l'article 171 des Règlements Généraux de la F.F.F., en cas d'infraction à l'une des dispositions prévues aux articles 139 à 170 desdits Règlements Généraux, le club fautif a match perdu par pénalité si des réserves ont été formulées et régulièrement confirmées, ce qui est le cas en l'espèce ;

Considérant dès lors qu'il n'y a pas lieu de revenir sur la décision de la Commission de première instance, laquelle a fait une juste application de la réglementation en vigueur ;

**Par ces motifs et après en avoir délibéré hors la présence des personnes auditionnées ;
Le Secrétaire de séance n'ayant pas pris part aux délibérations et à la décision ;**

Le Comité,

Jugeant en appel,

Confirme la décision.

Le Président de séance : M. COUCHOUX

Le Secrétaire de séance : M. BIRON

Réunions du mercredi 16 janvier 2019 et du mercredi 23 février 2019

Appel de l'AS DE PARIS, d'une décision de la Commission Régionale des Statuts et Règlements et du Contrôle des Mutations du 20 décembre 2018 ayant autorisé la délivrance d'une licence « M » 2018/2019 au joueur Skander ABDELJAOUED en faveur du FC PIERREFITTE.

(Refus de délivrance de l'accord club quitté par l'AS DE PARIS, le joueur Skander ABDELJAOUED restant redevable de 90 € sur sa cotisation)

Dossier SRCM n°151 – U16 – ABDELJAOUED Skander

Le Comité,

Pris connaissance de l'appel pour le dire recevable en la forme ;

Après audition de :

- . M. Nabil EL KHADRISSI, Président de l'AS DE PARIS ;
- . M. Skander ABDELJAOUED, joueur et son père, M. Omar ABDELJAOUED ;
- . M. Antoine SAFOUX, représentant le FC PIERREFITTE ;

Rappelé qu'après avoir entendu les personnes susvisées lors de sa réunion du 16 janvier 2019, le présent Comité a mis le dossier en délibéré dans l'attente de la transmission par l'AS DE PARIS de pièces complémentaires, cet envoi devant être effectué sous 48 heures après l'audition ;

Noté que l'AS DE PARIS n'a produit aucune pièce complémentaire dans le délai susvisé ;

Considérant que l'AS DE PARIS conteste la décision de la Commission de première instance en faisant notamment valoir que :

- . Le club refuse de donner son accord au départ du joueur Skander ABDELJAOUED au motif que l'intéressé n'a pas réglé l'intégralité de la cotisation 2017/2018 (250 €), restant redevable de 90 € ;
- . Le dossier d'adhésion au club comprend notamment la demande de licence et une charte ; le prix de la cotisation (250 €) figure de manière explicite sur ladite charte qui est remise aux parents ;

Considérant que M. Omar ABDELJAOUED fait valoir que :

- . Lors de l'adhésion de son fils à l'AS DE PARIS, il lui a été indiqué oralement que la cotisation était de 160 € ; néanmoins, lors de la signature de la charte du club, il a constaté un montant de cotisation différent de celui annoncé ; après avoir fait observer cette différence, il lui a été indiqué que le document était celui de la saison antérieure et que le montant de cotisation pour 2017/2018 était bien de 160 € ; par suite, il a donc signé ladite charte en y apportant un correctif manuscrit et en précisant qu'il réglait la cotisation de 160 € par chèque ; ce document a été conservé par l'AS DE PARIS ;

- . Jusqu'à la demande de changement de club de son fils, l'AS DE PARIS ne lui a jamais réclamé cette somme complémentaire de 90 € ;

- . Il regrette vivement l'attitude de l'AS DE PARIS et de son Président ;
- . Si la somme de 250 € lui avait été réclamée au moment de l'inscription, il l'aurait réglée ;

Considérant que le FC PIERREFITTE regrette cette situation qui pénalise le joueur (lequel participe aux entraînements sans pour autant pouvoir prendre part à des rencontres de compétitions officielles), et observe que l'intéressé a la chance d'avoir un père qui sait se défendre, ce qui n'est pas toujours le cas ;

Considérant que le joueur Skander ABDELJAOUED était titulaire d'une licence U15 « A » 2017/2018 en faveur de l'AS DE PARIS ;

Considérant que le 12 novembre 2018, le FC PIERREFITTE a, via Footclubs, formulé auprès de l'AS DE PARIS une demande d'accord club quitté ;

Considérant qu'en l'absence de réponse du club quitté, le FC PIERREFITTE a saisi, le 21 novembre 2018, la Commission Régionale des Statuts et Règlements et du Contrôle des Mutations ;

Considérant qu'interrogée sur les raisons motivant le refus de délivrance de son accord, l'AS DE PARIS a, par mail du 05 décembre 2018, indiqué que le joueur n'était pas à jour de sa cotisation, n'ayant réglé que 160 € sur les 250 € de cotisation annuelle ;

Considérant qu'en l'espèce, le refus de délivrance de l'accord club quitté par l'AS DE PARIS est donc lié au non-respect, par le représentant légal du joueur, de ses engagements, à savoir le règlement de la cotisation 2017/2018 ;

Considérant que : « *Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver* » ;

Considérant au regard des déclarations du représentant légal du joueur Skander ABDELJAOUED que le Comité de céans a donc demandé au club quitté de lui communiquer tout élément permettant d'apporter la preuve que le représentant légal dudit joueur n'a pas respecté son engagement quant au paiement d'une cotisation de 250 € ;

Considérant que l'AS DE PARIS n'a pas été en mesure de produire un tel élément de preuve ;

Considérant au surplus que ne figure au dossier aucun élément permettant de retenir que le club a, à un moment quelconque de la saison, demandé au joueur de se mettre en règle vis-à-vis du club, étant observé que l'intéressé a été convoqué, de manière régulière, pour évoluer au sein de l'équipe U15 du club ;

Considérant dès lors qu'en l'espèce, il y a lieu de retenir que le refus de délivrance de l'accord club quitté par l'AS DE PARIS est abusif et par suite, d'autoriser le joueur Skander ABDELJAOUED à changer de club même en l'absence de l'accord club quitté.

**Par ces motifs et après en avoir délibéré hors la présence des personnes auditionnées ;
Le Secrétaire de séance n'ayant pas pris part aux délibérations et à la décision ;**

Le Comité,

Jugeant en appel et dernier ressort,

Confirme la décision.

Le Président de séance : M. COUCHOUX

Le Secrétaire de séance : M. BIRON